



Communiqué - 17 octobre 2022

AVANT-PROPOS : VOYAGEONS ENSEMBLE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

La crise climatique est une réalité quotidienne pour les populations d'Afrique. Les récentes vagues de chaleur estivales dans le nord du Continent ont causé des pertes et des dommages sociaux et économiques massifs, battant des records de température et perturbant gravement les systèmes agro-alimentaires dans une région déjà affamée. Les tempêtes et les cyclones du début de l'année ont fait des ravages en Afrique australe et à Madagascar, entraînant la destruction de maisons et la perte de vies humaines. L'Afrique de l'Est est confrontée à la pire crise alimentaire depuis une génération, précipitée par une sécheresse extrême. En Afrique de l'Ouest, les villes sont inondées, les communautés des littoraux sont submergées, les conflits qui couvaient depuis des années s'intensifient maintenant en raison des déplacements climatiques. Où que l'on regarde sur ce Continent, un Continent déjà en difficulté en raison d'un système économique mondial injuste, on constate que le changement climatique freine le potentiel de développement.

Il est parfois difficile de voir les solutions à cette situation complexe. Nous pouvons toutefois être certains de certaines choses. Par exemple, nous savons que les pays dits "du Nord" sont en grande partie responsables de la crise climatique et qu'ils doivent apporter leur juste contribution pour y remédier. Cela signifie qu'il faut montrer la voie en matière de réduction des émissions, financer l'adaptation au climat, les pertes et les dommages, et aider les pays dits "du Sud" à atteindre des niveaux de développement justes dans les limites de notre planète. Nous savons que les solutions les plus prometteuses refléteront les principes-clés de l'enseignement social catholique, tels que le bien commun, la justice sociale, la sauvegarde de notre maison commune et l'option préférentielle pour les pauvres.

Nous connaissons également ce que les autres solutions ne devraient pas être : les solutions à cette crise ne doivent pas poursuivre l'approche habituelle qui est à l'origine du problème et qui ne fera qu'enrichir les nations et les individus privilégiés aux dépens des plus démunis.

Et pourtant, face à ces certitudes, il peut être encore difficile de comprendre les voies précises du changement. Dans sa dernière Encyclique, intitulée *Fratelli Tutti*, le Pape François propose le dialogue et la rencontre comme moyen de construire un monde plus juste. C'est ce qui a inspiré les Dialogues Africains sur le Climat - une série de conversations organisées par des acteurs de l'Église catholique et de la société civile en Afrique pour discuter, apprendre les uns des autres et identifier les principales priorités politiques avant la COP27 en Égypte. Ces dialogues ont réuni des représentants des communautés et de la société civile vivant les conséquences du changement climatique, des chercheurs et des défenseurs professionnels ayant une expertise en matière de politique, des représentants de tous les niveaux de gouvernement et des leaders de l'Église catholique capables de formuler les questions éthiques urgentes soulevées par le changement climatique en termes d'action de Dieu et d'exigences de justice.

Le changement climatique est un véritable scandale moral. Il s'agit d'un exemple tragique et frappant de péché structurel, selon l'enseignement de St Jean Paul II (cf. *Sollicitudo rei socialis*, n°36), facilité par une indifférence insensible et une avidité égoïste. La crise climatique conduit à la destruction de notre planète, à la dévastation de la vie des populations démunies et au préjudice des générations futures. Nous, chefs d'Église et organisations de la société civile d'Afrique et d'ailleurs, demandons aux dirigeants du monde, aux chefs d'entreprise et aux décideurs de tenir compte de ce communiqué et, de ce fait, d'entendre le cri des plus vulnérables et le cri de la terre.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Fridolin Ambongo', with a cross symbol to the left.

Son Eminence Le Cardinal Fridolin AMBONGO
Archevêque de Kinshasa (RDC)
Vice-Président du SCEAM et Président de la Commission Justice,
Paix et Développement (SCEAM)

LES DIALOGUES AFRICAINS SUR LE CLIMAT

De juillet à septembre 2022, cinq sessions des Dialogues Africains sur le Climat ont eu lieu :

1. Les Fausses Solutions Climatiques et le Bassin du Congo - 19 juillet 2022
2. Systèmes Alimentaires, Agriculture et Adaptation - 10 août 2022
3. Le Financement du Climat - 30 août 2022
4. Pertes et Dommages et Adaptation - 8 septembre 2022
5. Migrations et Déplacements Liés au Climat - 15 septembre 2022

Chacune de ces sessions, accessibles uniquement sur invitation, a été accueillie par des organisations et des personnes de l'Église catholique et des acteurs laïques de la société civile. Chaque session a vu une liste variée de parties prenantes et d'experts se réunir pour discuter et réfléchir à leur expérience, en mettant l'accent sur les dimensions morales et spirituelles de la crise climatique et sur les actions nécessaires à entreprendre lors de la COP27. Les participants ont été invités à réagir aux présentations des experts, à dialoguer entre eux et à contribuer à un résultat commun. Tous les propos et les présentations de chaque session ont ensuite été rassemblés et distillés dans des bulletins d'information, qui peuvent être consultés via les liens ci-dessous. Le présent document, le communiqué, est une compilation de chacune de ces bulletins d'information, qui ne reprend que les messages clés de chaque session.

Une approche interprétativiste a été adoptée pour synthétiser et extraire les informations des sessions et pour générer des conclusions clés. Cette approche diffère des approches d'enquête positivistes, qui tentent traditionnellement de convertir les contributions orales en unités comparatives. Au contraire, notre approche a cherché à discerner le sens et à arriver à des conclusions basées sur l'expérience, le consensus et la conversation réfléchie. Ces résultats ont été approuvés par le comité de pilotage des Dialogues africains sur le climat, composé des principaux organisateurs de l'événement, et représentent donc un résumé incontesté des résultats de l'événement.

MESSAGES ESSENTIELS DES DIALOGUES AFRICAINS SUR LE CLIMAT

1. Les Fausses Solutions Climatiques et le Bassin du Congo

- Transformer le système énergétique Africain fondé sur les combustibles fossiles en un système alimenté par des sources d'énergie renouvelables, afin de fournir de l'énergie aux populations de manière juste et équitable et de promouvoir la souveraineté énergétique, tout en protégeant les droits intrinsèques des communautés et des écosystèmes.

- Promouvoir la paix et l'intégration régionale en Afrique, notamment dans le bassin du Congo, en protégeant les écosystèmes, en régénérant le bassin du lac Tchad, en respectant les droits de l'homme, en établissant et en appliquant des réglementations contraignantes et l'état de droit, et en sensibilisant le public aux impacts du changement climatique.
- Abandonner toutes les fausses solutions, y compris les promesses de « net zéro », les systèmes d'échange et de compensation des émissions qui ont échoué, les solutions fondées sur la nature et l'optimisme technologique sans fondement (c'est-à-dire la géo-ingénierie).
- Effectuer la transition vers de nouvelles sources d'énergie produites localement, bon marché, accessibles et profitant aux communautés locales et autochtones d'Afrique.
- Établir et restaurer une gestion communautaire des ressources naturelles telles que les forêts, les pâturages et les zones de pêche et respecter les principes juridiques et éthiques établis tels que les droits au consentement libre, préalable et éclairé, à une compensation équitable et à un environnement propre et sain.
 - [Consultez le rapport complet du dialogue sur les Fausses Solutions Climatiques et le Bassin du Congo \(en anglais\)](#)

2. Systèmes Alimentaires, Agriculture et Adaptation

- Reconnaître que l'agroécologie place les agriculteurs et les communautés les plus vulnérables au centre, qu'il s'agit d'une approche pro-planète de la production alimentaire sous-tendue par une philosophie d'harmonie entre les êtres humains et les autres êtres vivants, et qu'une transition vers l'agroécologie peut contribuer à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.
- Établir un mécanisme démocratique pour la gouvernance de l'agriculture, des terres et des systèmes alimentaires dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).
- Faire de l'agroécologie un thème de premier plan lors de la COP27 et dans toute décision de suivi du travail conjoint de Koronivia sur l'agriculture, car elle offre des avantages conjoints évidents pour lutter contre l'insécurité alimentaire et les impacts du changement climatique.
- S'éloigner de la fixation aveugle sur l'efficacité et la maximisation des profits dans le système alimentaire et se concentrer plutôt sur les droits de l'homme, la nutrition, la justice alimentaire, la souveraineté semencière et alimentaire et les pratiques agricoles durables.
- Allouer davantage de ressources pour soutenir les petits paysans, les agriculteurs familiaux et les populations autochtones, notamment des services de vulgarisation fondés sur des méthodes agroécologiques.

- [Consultez le rapport complet de la session sur les Systèmes Alimentaires, Agriculture et l'Adaptation \(en anglais\).](#)

3. Le Financement du Climat

- Les pays "du Nord" doivent payer la dette écologique qu'ils doivent aux pays "du Sud".
- Offrir un financement climatique nouveau, accessible, adéquat, prévisible et supplémentaire à partir de sources publiques qui soutient les besoins des personnes et des communautés locales.
- Améliorer et simplifier l'accès aux mécanismes existants de financement du climat afin que les communautés locales et les organisations de la société civile puissent plus facilement utiliser et bénéficier de ces fonds.
- Fournir un financement climatique sous forme de subventions plutôt que de crédits, et augmenter le financement de l'adaptation.
- Améliorer la transparence et le suivi du décaissement des financements climatiques afin de renforcer les contrôles et l'équilibre démocratiques et d'améliorer la gouvernance.
- Utiliser respectueusement les connaissances indigènes pour concevoir des interventions axées sur les besoins locaux et adaptées au contexte.
 - [Consultez le rapport complet de la session sur le Financement du Climat \(en anglais\).](#)

4. Pertes et Dommages

- Reconnaître les pertes et dommages comme le troisième pilier de la réponse au changement climatique, aux côtés de l'atténuation et de l'adaptation.
- Établir un mécanisme de financement des pertes et dommages lors de la COP27, financé par des pénalités prélevées contre les pollueurs du secteur privé et public sur la base de mesures bien définies, y compris de sources publiques.
- Accorder une attention particulière à la question des pertes et dommages non économiques et prendre des mesures immédiates pour éviter la perte imminente du patrimoine, des cultures et des langues.
- Les gouvernements nationaux des pays vulnérables au climat doivent immédiatement rédiger des stratégies et des schémas d'évaluation des pertes et dommages à soumettre à la CCNUCC.
- Les chefs religieux, y compris le Saint-Siège, les hauts responsables de l'Église et les Evêques d'Afrique, devraient s'exprimer en soutien à la société civile sur la question des pertes et dommages lors de la COP27.
 - [Consultez le rapport complet de la session sur les Pertes et dégâts \(en anglais\).](#)

5. Migrations et Déplacements Liés au Climat

- La forte interconnexion entre le climat, les migrations, les conflits et la sécurité alimentaire nécessite une prise de conscience urgente et accrue, des politiques globales, un meilleur lien entre l'aide humanitaire et l'aide au développement durable, ainsi qu'un financement adéquat.
- Le conflit et les tensions entre les personnes déplacées par les migrations liées au climat et les communautés d'accueil nécessitent des politiques, des financements et des actions locales en matière de partage des ressources communes.
- La migration transfrontalière augmentant au fil du temps, la politique de migration climatique doit être reconnue comme une question de droits de l'homme et une mesure d'adaptation.
- Parmi la communauté la plus touchée, les jeunes doivent se voir offrir davantage d'opportunités pour soutenir leur capacité à préserver le patrimoine culturel.
- Les migrations et les déplacements liés aux pertes et dommages induits par le climat sont une question de justice et devraient être considérés comme faisant partie de la discussion sur les pertes et dégâts.
- Le financement des pertes et dégâts doit inclure les migrations et déplacements liés au climat.
- Les migrations et les déplacements causés par le climat aggravent les crises socio-économiques et de développement sous-jacentes.
- Les initiatives de création d'emplois et de plantation d'arbres, selon les principes de l'agroécologie et de l'agroforesterie, devraient prévenir la dégradation de l'environnement et l'exclusion/migration des communautés.
- Les ONG et les institutions catholiques devraient appeler à une plus grande solidarité autour de ces questions et équiper les communautés d'une assistance juridique et d'outils leur permettant de fournir une contribution politique aux divers processus de gouvernance.
- Pour avoir une voix plus forte, les acteurs impliqués dans les migrations et les déplacements liés au climat devraient collaborer et créer des synergies.
 - *Consultez le rapport complet de la session sur les Migrations et Déplacements Liés au Climat (en anglais).*

Pour toute question concernant les Dialogues Africains sur le Climat, veuillez contacter : Lydia Machaka, responsable de la justice climatique et de l'énergie, CIDSE (machaka@cidse.org)

The following organizations are part of the African Climate Dialogues steering committee



This event is co-funded
by the European Union

